

# LA FRANCE

## LE FAIT REGIONAL

Philippe Piercy  
Hachette supérieur, Carré géographie  
Paris, 1997, 288p.

### INTRODUCTION

La région est-elle le seul cadre apte à rendre compte ~~de~~ du fonctionnement territorial de la société ?

1956 : apparition de 22 « circonscriptions d'action régionale »

1964 : transformées en 22 régions (perçoivent l'impôt, planifient les infrastructures..)

La région s'impose aujourd'hui comme un cadre fondamental de l'évolution du territoire français, imprime sa marque aux actions d'aménagement du territoire : « la région fait système ».

# PREMIERE PARTIE

## LES FONDEMENTS D'UNE DIVISION DE L'ESPACE FRANCAIS.

Prééminence de l'IDF : structure démographiquement, économiquement et politiquement le territoire.

Contrastes N/S et E/W : actuels surtout dans le cadre d'une géographie des villes et du système productif (sur ou sous représentatif des fonctions concrètes, de fabrication notamment).

### CHAP 1. LES GEOGRAPHES ET LA REGION.

! Je zappe en grande partie.

#### **-Les héritages des déterminations naturelles.**

On évoque encore aujourd'hui le milieu naturel comme support d'une organisation spatiale et d'une économie locale originale (Chataigneraies, Marais poitevin...) mais plus comme la matrice déterminante dont découleraient les aspects essentiels de la région. On recourt encore à la définition d'une région par l'évocation d'un facteur régional quand :

-les cond° du milieu supposent une contrainte en matière de desserte (mais celle-ci a été amplifiée par plusieurs siècles d'histoire rurale et démographique).

-On veut valoriser un trait physionomique attractif au plan touristique.

-On évoque la transformation d'un trait naturel perçu longtemps comme négatif en un trait positif : Landes de Gascogne, Sologne, Champagne crayeuse, démostriction des littoraux méridionaux et atlantiques...

Le problème est moins la distinction de régions naturelles que la prise en compte différenciée selon les époques de tel ou tel trait naturel dominant. A l'échelle micro-régionale cependant, les « petites régions agricoles restent différenciées essentiellement par des facteurs d'ordre naturel ».

Les éco-systèmes ont partout laissé place à des agro-systèmes. Les déterminations naturelles ont aujourd'hui une importance fondamentale (couplées à des savoir-faire et des normes de qualités) dans une logique de marché visant à attribuer des AOC.

#### **-Les partitions culturelles et historiques de la France.**

Trois types d'espaces selon une perspective historique : grandes coupures culturelles (N/S, E/W), provinces héritées de l'histoire administrative, petits « pays ».

N/S : essentiellement linguistique, mais aussi d'ordre juridique

E/W : organisation des paysages ruraux (openfield au N et à l'E-génèse entre le XI<sup>e</sup> et le XVII<sup>e</sup>, qui donne les champagnes, coutures, plaines céréalières assolées et communautaires/ W et SW : paysages plus cloisonnés, extrêmement diversifiés- génèse

plus longue, plus tardive aussi : jusqu'au Xxè en Champagne Mancelle ou dans l'Avesnois).

Bassin Aquitain : s'individualise ds le monde de l'W surtout par : occupation différencée des versants ds un monde cloisonné de collines, de vallées, de terrasses alluviales, importance du complant d'arbre, de culture spéciales, de la place moindre des herbages, d'un réseau de villages et bourgs tardif (bastides, castelnaus et sauvetés).

CCL : les lignes de partage culturel, linguistiques et paysagères, ont perdu de leur force régionalisante.

### **- La région historique et ses échos actuels.**

Grands types d'organisation géographique provinciale cf X. De Planhol.

1- France du N : le plus repérable. Polarisation (centralité d'une ville puissante, d'un bon pays céréalier/ marges plus pauvres, sans capitales) et complémentarité centre-périph. □ Champagne, Picardie/ Lorraine, Alsace et Nie, Poitou : bi-polarisés.

2- Monde aquitain : multipolarisation, fractionnement (héritages des longs conflits franco-anglais).

3- Midi méditerranéen : organisation urbaine romaine dense + org° régionale perpendiculaires au rivage, liant montagne à mer et plaine.

4- Rhône et Saône : provinces axées ou bordées par grandes vallées (fonction de frontière).

## **CHAP 2. REGION ET POLARISATION.**

### **2.1 LA TRANSITION REGIONALE.**

Transformations des années 1950-70 : vers une éco néo-industrielle où les activités de service et de conception dématérialisent le monde de la prod°.

-Croissance puis stab° de la pop.

-Achèvement de l'exode rural/ « fin des terroirs »

-Renforcement des classes moyennes urbaines puis péri-urbaines.

L'étude la région passe désormais par l'approche de la centralité des villes, de leur rayonnement, de la polarisation du territoire (modèles gravitaires appliqués : Reilly (1931), Lösch, Christaller). En 1963, le Commissariat général au plan demande la définition du « niveau supérieur de l'armature urbaine ».

La «région polarisée reste le cadre de référence de la réflexion régionale et de l'aménagement du territoire. Cependant, le schéma « région polarisée par une ville » est today transformé par :

-transformation très sélective des réseaux de transport.

-reclassement des bassins d'emploi des villes après crises indus des 70' / 80'.

-urb° quasi totale de la pop.

-métropol° croissante du territoire.

-intégration à ensembles plus vastes (européens).

## 2.2 ASPECTS DEMOGRAPHIQUES DE LA POLARISATION.

### Concentration et métropolisation.

Densité française deux à 4 fois inférieure à celle de ses voisins européens. Permanence (estompée) d'un dualisme France du N féconde et jeune/ F du sud malthusienne. La répartition des densités > à 100 hab/km<sup>2</sup> fait ressortir les discontinuités du territoire à l'échelle intra-régionale : on distingue trois types d'espaces « pleins ».

-Pôles (expriment phénomène de métropolisation) : péri-urb<sup>o</sup>.

-Aires : auréoles externes des grandes métropoles et périphéries à forte attraction + aires héritées de l'accumulation démographique de l'âge indus.

-Axes : importance passée et actuelle des grandes vallées et dépressions.

### Exemple des régions de l'Est

Traditionnellement fécondes et today en recul. Franche-Comté (1,6M) : solde migratoire négatif, seuls trois pôles croissent : Besançon, Pontarlier, Saint-Claude. Besançon = pôle de croissance à jonction de deux axes : Pontarlier-Suisse/ Vesoul-Dole. Bourgogne : axialisation de la répartition des hommes, croissance lente et solde migratoire négatif.

Ce sont ces contrastes intra-régionaux qui peuvent faire évoquer une « France du vide » (R.Béteille, 1981) gagnant en étendue. Les reconquêtes rurales sont ponctuelles .

|| *Les contrastes d'évolution intra-régionaux sont plus significatifs que le rattrapage du sud sur le nord, de l'W sur l'est, à l'échelle de la France.* Permettent de comprendre la géographie des disparités car conditionnent les marchés de consommation, le potentiel fiscal. D'où tensions métropoles (40% de la pop sur 1% du territoire)/ reste du territoire.

## 2.3 ASPECTS ECONOMIQUES DE LA POLARISATION

### Question agricole et question régionale.

Activités et populations agricoles restent un facteur de différenciation régionale. Coupures majeures : Selon revenu les plus élevés (grandes cultures des plateaux au NNE de la Loire/ cultures spé, vergers et vignobles, huertas au sud), selon la contribution aux export<sup>o</sup> (prééminence de l'W et de sa prod<sup>o</sup> animale hors-sol).

B. Kayser parle d'un « dualisme dispersé » qui opposerait moins W/E que 150 000 « agrimanagers » à 500 000 agriculteurs « familiaux » (chacun 50% de la prod<sup>o</sup> mais 1/4 du territoire pour les premiers, 3/4 pour les autres). Une disparité d'ordre plus social que régional.

! Les déserts ruraux ne correspondent qu'aux extrêmes (pltx de grandes cult/ moyenne montagne). Entre les deux la moitié du territoire F.ais est occupée par un monde rural polyactif dont la majT de la pop a des activités péri-urb. Les mutations de cette moitié du territoire se font pour l'essentiel sans modèle ni planification explicite, à la différence des zones urbaines et touristiques.

### L'armature industrielle des régions.

Une géographie très lentement remodelée. Héritage du XIX<sup>e</sup>, qui coupe la F en une ligne dorénavant La rochelle-Valence (diffusion indL vers le sud et l'w du BP). Au N se trouvent toutes les zones où plus de 30% des actifs sont employés dans le secteur 2.

Bastions ouvriers hérités reliés par zones où l'emploi indusL dépasse les 25% du total (ruptures ds dpt Manche, basse-Loire, Limousin, Angoumois).

<b>Régions industrielles</b> (emplois indL > 25%)	<sup>Nord-Est et domaine</sup> F-Comté, Alsace, Hte-Nie Picardie, Ch-Ard, R-Alpes, Centre	X
<b>Régions moyennes</b> (+ - 25%)	P-Ch, Bret, Limousin, Auv, PACA, Lorraine, Pays Loire, Bourg, B-Nie, NPDC.	
<b>Régions très inf à 25%</b>	IDF, Aquitaine, M-Py <sup>Sud-Ouest</sup> Prov, L-R, Corse <sub>Nord-Est</sub>	X

Le recul de l'emploi est général de 1975 à 1990 sf pour qqes zones d'emploi et pour la seule Bretagne. Mais un recul sélectif : fort dans les régions anciennement industrialisées (Nord, IDF, Lorraine : > 29%), moins ds la gd W (recul de 12% environ pour ceraines régions). Y a-t-il concentration ou diffusion de l'activité indL durant cette période ?

Grandes mutations de la géo indus depuis après-guerre.

-1950's : cpd à géo de l'I lourde, localisée par ressources immobiles/ vieux bassins d'emploi.

-1960's : mutations

- « décentralisation Ile » impulsée surtout par l'Etat
- Amorce du déclin des vieilles régions Illes (accélération à partir de 1965).
- Une déconcentration des effectifs et des tâches d'exécution plus que des centres décisionnels, qui laisse le sud du pays à l'écart.
- Ind° notable des grandes villes du sud, de l'W et du Centre.
- Diffusion à échelle nationale : due à l'Etat, mais sélective (pôles littoraux (Fos, Montoire, LeHavre, Dunk)
- diffusion intersticielle : multiplicat° des petites et moy ZI (agro-alim, chaussure ds l'W par ex).

-1970's et 1980's : Reconcentration métropolitaine.

Attrait des plus grandes aires urbaines et de leurs périphéries. New paysages, moins typiquement indL : zones, parcs d'activités, rassemblement de fonctions d'entrepôts, de service, de recherche... Puis extension du modèle aux gdes villes moy.

Des relations etps/ territoire complexes.

« Diffusion industrielle et désindustrialisation sélective avaient donc rapproché les régions, mais l'évolution des 15 dernières années creuse à nouveau l'écart à l'échelle intra-régionale, cette fois au profit des grandes villes ». Les régions de vieille trad° indL sont parfois favorisées car elles offrent encore des qualités de situation, de savoir-faire, et d'incitations publiques à la reconversion.

## Persistence des bassins indLs et jeu des firmes.

Des « systèmes industriels régionalisés » constituent encore un support essentiel de la cohésion régionale.

Diverses situations sous l'appellation « régions de vieille trad° industrielle » :

-Rég° sinistrées : bassins houillers, vallées textiles vosgiennes, vallées métallurgique étroites des Alpes et de lorraine

-Régions en cours de modernisation et de diversification rapide : banlieue nord de Paris, Est et Sud Lyonnais, Hte alsace)

-Cas intermédiaire proche de la mono-activité sous emprise de grandes firmes d'origine régionale : clermont-F (Michelin), Porte de bourgogne (sys Peugeot), bassin houillier lorrain, estuaires indL de basse-loire et de basse seine.

\* Cas **Porte de Bourgogne** : malgré l'expansion nationale de la firme Peugeot (Nord, lorraine, Paris), elle garde un fort ancrage régional. Usine de Mulhouse (forêt de la Hardt) connectée aux réseaux transfrontaliers rhénans : calme social, carrefour alsacien, proximité de Sochaux. Réduction d'effectif de 50% entre 1978 et 1990, mais le sys-P reste un pilier régional : 11 000 emplois induits en sous-traitance / 12 000 chez GEC-Alsthom. > 10000 emplois



\* Cas de **Rhône-Alpe** : structurée à divers niveaux par l'indie.

-Par ind diffuse qui forme un véritable tissu économique (140 000 emplois Indls= 1/3 région). Ensembles micro-régionaux anciens renouvelés par les crises, etp svt très innovantes, de hte technologie : connectique en vallée de l'Arve, textile autour du mont Pilat, plasturgie du Jura Méridional, grandes firmes des vallées du Voironnais (Voreppe, Rives, Tullins, Voiron). *Oyonnax*

-Par Grandes firmes internatL : Péchiney, Rhône-Poulenc, BSN. Disparition de Creusot-Loire, de Manufrance à St Etienne, retrait partiel de Péchiney de ses sites chimiques, de UGINE-KULHMAN des vallées Isère, Drac, Arc : crises urbaines ponctuelles. Rôle essentiel dans les concentrations métropolitaines : couloir chimie sud de Lyon, auto à l'E, construct° électQ à Grenoble, fonct° de recherche indL à Gre (CEA, centres privés).

Le choix d'implantation des etp élargit et confirme cette importance de la région dans les stratégies commerciales : NE pour allemands, NW pour britanniques, SW et alsace pour japs.

CCL : l'idée d'une désindustrialisation générale est à nuancer : l'industrie joue encore un rôle important dans le processus de métropolisation.

## Les dimensions régionales d'une économie de services.

Secteur des S= 64% des actifs / 66% de la VA brute / 36% du commerce extérieur en valeur. *2/3.*

Services de reproduction sociale simple/ élargie : doivent desservir l'ensemble de la population d'un territoire. Répartition de l'emploi tertiaire : bien plus homogène que celle du 2R. Causes : rattrapage des régions dont l'emploi 2R a reculé (NE), poids ancien ds les régions sans trad° industrielles, représentation proportionnelle aux densités de pop (littoraux et zones urbaines ressortent), développement dans les zones de tourisme de masse (Ht montagnes, littoraux).

Grands contrastes :

Sur-tertiarisation > 70% des emplois	Sud-est, IDF, Corse, (ZE Nancy-Metz, ZE Strasbourg, ZE de Poitiers)
Conforme moyenne (60%)	SW, Bret, Nord, RA
Taux < 60%	Toutes les autres régions.

Répartition des services supérieurs : effet de la métropolisation régionale/ exprime le mieux le déséquilibre IDF/ autres régions.

### La métropolisation tertiaire.

**Paris** : 382 des 500 sièges sociaux des premières firmes.

91% des transactions financières.

60% des cadres de l'informatique.

55% de la recherche industrielle.

Seule région française d'envergure mondiale et même européenne.

Reproduction de ce phénomène de captation des activités tertiaires par les plus grandes villes de la hiérarchie urbaine française. Ce phénomène contribue à la convergence dans le niveau d'équipement des grandes villes, et à la différenciation interne croissante entre des régions. Alimenter une concurrence entre captures régionales et grandes villes proches (Marseille / Lyon et leur entourage).

Technopoles : diffusion du modèle grenoblois de la ZIRST de Meylan et de Sophia-antipolis.

### Diffusion nationale et polarisation régionale de l'université.

Toute ville de plus de 100 000 hab a une université (82 en total/ dont huit à Paris).

1991 : le plan Université 2000 montre l'importance accordée à l'outil universitaire ds le dvpt régional.

Création d'antennes ds villes moyennes et d'universités : 700 000 étudiants en 1970/ 1,7M en 1991.

Mais : une grande hétérogénéité régionale ds la couverture, due en partie à l'inégalité du recrutement (fort en IDF, Bret, Midi, faible ds NW).

ev  
Angers  
↓  
chcbit.

## **2.4 LES REGIONS ET LES RESEAUX DE TRANSPORT.**

T= cause ou effet de la différenciation du territoire ?

Rupture de la confiance mise dans les T comme solution première aux insuffisances du dvpt régional (cf article du Monde du 12 octobre sur le dvpt des autoroutes transversales : coût environnemental fort, rentabilité négative, effets locaux induits douteux).

Rapport de la Com des Comptes.

### Homogénéisation et différenciation.

France= pays de réseaux denses, qui charpentent le territoire à tous les niveaux. Densité et précocité de ce maillage fort dans les régions tôt industrialisées.

1/ Jusqu'au 1930's : **unification progressive du territoire.**

Apogée du T ferroviaire. 1919 : 45 000 km/ 1954 : 29 000 km.

2/ 1950-1960's : **différenciation du territoire.**

Mutation de la demande de T voyageur (exode rural, accès généralisé à la voiture (50-60.)) et de marchandises (recul trafic pondéreux, exigence rapidité, combinaison de modes). Modalités diverses de diff<sup>o</sup> :

-Echelle régionale : les grands axes qui traversent les régions constituent des épines dorsales mais n'induisent pas forcément d'activités. Les aéroports produisent peu de croissance régionale (sf Roissy, 2<sup>e</sup> rang européen pour voyageurs, 3<sup>e</sup> pour fret). TGV : un effet régional négatif, car les lignes ont vocation essentiellement à rapprocher de centres métropolitains. Rareté des gares régionales : Montchanin, Vendôme, Mâcon, gare picarde.

-Echelle nationale : T= outil principal d'A. du territoire 60-70's. Autoroutes (174km en 1960, 3000 en 1975), trois aéroports internationaux ouverts, mise au gabarit européen de trois grandes voies navigables (Canal du nord/ Dunk-Valenciennes/ Moselle), 6 ports autonomes en 1965.

! Une politique sélective qui choisit les points où les dépenses seront amorties et donc où les trafics sont déjà concentrés (échec cpdt de l'axe rhodanien/ Fos), au détriment de la constitution d'une armature régionale. Ex : les PFM sont l'apanage des seules grandes villes. Effet spatial et régional : « radialisation » (cf A.Bonnafous). Distance-temps et fiabilité deviennent plus significatifs économiquement pour une etp que le classique rapport distance-coût , surtout ds un contexte actuel de déconcentration des etps (établissements plus espacés) : les transporteurs centralisent et redistribuent les flux à partir de qqes pivots qui permettent des flux plus fréquents et moins massifs. Ils sont situés bien sûr ds les gds centres urbains.

### **Les transports, miracle ou mirage dans le dvpt régional ?**

Quelles actions spectaculaires : plan routier breton (en // avec la mutation indL et agricole), Métrolor (desserte cadencée de l'axe Nancy- Metz), prise en charge par régions du T de voyageurs ds cadre de décentralisation (TER).

! L'Etat est devenu minoritaire ds le financement des infrastructures (10 milliards contre 38 pour les coll. Territ. en 1993). Coût environnemental : devient une préoccupation majeure.

Echangeur autoroutier/ gare TGV : un rôle différent selon les échelles. Décisifs ds l'extension d'un bassin d'emploi ou d'une aire de péri-urbanisation, ds les périphéries des gdes agglom<sup>o</sup> (rôle de la Francilienne, du contournement lyonnais), mais au niveau national, vu la qualité du taux de couverture en T, les facteurs de localisation des etps sont très variés.

SNCF : amorce de régionalisation en 1997. Le trafic régional est un des rares à connaître une progression depuis 25 ans : 500 000 voyageurs quot, 4500 TER/jour)

! L'hétérogénéité du territoire tient aujourd'hui plus à la tendance à l'agglomération des activités et habitants qu'à la diversité culturelle et paysagère.

? La notion de métropolisation peut elle être transposée à la France ? On insiste aujourd'hui bcp sur le rôle négatif des métropoles sur leur région étendue. En F, les

« métropoles » sont divisées entre deux rôles : un rôle traditionnel d'attraction/redistribution régionale, limité à qqes dizaines de km- Un rôle national et internatL encore très partiel. (métropolisation inachevée ?). quel rôle de ces évolutions très sélectives et cette « métropolisation peu partagée ds l'accentuation des disparités régionales ?

Cas de Toulouse :

-quelle capitale régionale , quelle métropole d'équilibre? 5<sup>e</sup> rang national pour pop, faible diffusion de l'enseignement supérieur hors du territoire métropolitain, réseau urbain régional peu dense, de villes moyennes, directions des gds groupes (Aérospatiales, Matra, Elf-Sanofi, Siemens, Motorola, Thomson, Labinal) sont à Paris ou à l'étranger.

-Quelle euro-métropole ? faiblesse des relations transfrontalières, absence d'ouverture portuaire, peu de services rares internationaux (ssf ds aérospatial, un salon scientifique de renom).

## CHAP 3. LES INEGALITES REGIONALES.

### 3.1 LES INEGALITES INTER-REGIONALES.

#### La production de richesses.

IDF : 29% PIB.

Seulement six régions au-dessus d'une moyenne excluant l'IDF (3,4% du PIB) : RA, PACA, Aquitaine, Bretagne, MP, Nord, Bret. Facteurs : taille, pop, présence d'activités. PIB/hab (moyenne= 106 000 f/an/hab): IDF = 2x ensemble des autres régions.

6 régions significativement supérieures à la moyenne (PACA, RA, Alsace, Champ, FC, HN : trad° ind maintenue et renouvelée, forte urb°. Fce de l'W : tissu urbain et indL moins dense : revenus infR à moyenne.

Une dynamique disparate en fonction de l'évolution du PIB (2,3% / an de 1982 à 1991 pour la F).

*Sud + Ouest + (Centre) + Front Est (FC)*

Supérieure à moy	PACA, RA, LR, MP, Basse-N, FC, Centre
Moyenne	Alsace, Pays de la loire, PC, Corse, H-Nie, Bourgogne.
Inf à moyenne	Lorraine, Nord (reconversion économique inachevée), Massif Central

Rythme : globalement, une phase de croissance fin 1980's puis un ralentissement après 1990. Rythme contrasté mais soutenu ds IDF et RA/ sensibilité au ralentissement ds anciennes régios industrielles et du Midi, peu contrasté mais faible croissance en PC, Bret, Bourg.

En ccl, trois gpes se distinguent en cumulant divers indicateurs :

1/ Cumul d'indicateurs positifs : IDF, PACA, RA, Alsace + parfois MP, NPDC, LR.

2/ Gpe intermédiaire : régions en conversion de l'Est, en rattrapage de l'ouest, et régions du BP.

3/ Cumul d'indic. négatifs : Auvergne, Limousin, Corse.

Des décalages sensibles ds les évolutions : un « phénomène Midi » sûr mais sans miracle, une reconversion inachevée du NE indL (très différent de celui de l'Alsace, de la Lorraine ou du Nord), un Gd W dépendant des services pour compenser les variations svt négatives des autres branches.

### **3.2 RICHESSE, PAUVRETE, ATTRACTION, REPULSION.**

Zones d'emploi (ze) : 348 dfnies en 1982, révisées en 1994, sur la base des déplacements domicile-travail.

#### **Le niveau de vie, un reflet de la géographie du travail.**

Moy des salaires annuels ds le privé : 108 000 f en 1991. Ligne de partage = Le havre, Lyon, Marseille : Fce de l'ind/ F de l'ouest.

-Les salaires les plus élevés se trouvent ds les ze des gdes villes.

-Régions métropolitaines et littorales : meilleurs qualif<sup>o</sup> ouvrières.

-Tv féminin sur-représenté ds l'W et le SW intérieurs.

-Tv agricole : nb d'emploi agricoles > ou = à moy nationale à l'W d'une ligne Caen-Nîmes. (à l'W : pltx de gde culture lorrain, bourguignon, cult intV sillon Saône-Rhône.

Départements « pauvres » : peu denses (Aquitaine, Massif Central, Corse) ou denses (Languedoc, Var, Bretagne centrale).

#### **Le chômage, entre disparités et mobilité.**

Une répartition qui ne recouvre pas les gds ensembles régionaux identifiés jusqu'ici :

-plus faibles tx : IDF, régions frontalières de l'Est (migrat<sup>o</sup> quot), Zones peu peuplées (sud MCentral)

-Zones durement touchées à l'intérieur des périphéries : pôles de reconversion industrielle (Basse loire, B-Seine, Charente, Gironde, Littoral Varois), zones de trad<sup>o</sup> indL à reconversion inachevée (Nord, Ardennes) ou juste amorcée : bassins miniers et metallQ du MC.

Moy nationale 1994 : 12,3%

2000 : 9%

#### **Les migrations : retour à une coupure N/S.**

1/ Grande majorité de régions à faible différence entre entrées et sorties : écharpe interne Normandie-Bourgogne plus MC.

2/ Arc de zones fortement répulsives : de Basse-seine à FC en passant par le N du BP (persistance de ce croissant fertile de la démographie historique).

3/ Bande littorale attractive en expansion par intégration des arrière pays, doublée par celle des pôles urbains intérieurs (fort à Toulouse, villes rhodaniennes et alpines).

Importance d'un milieu économique déjà fortement constitué et diversifié ds la conservation de l'attractivité.

CCL : Les écarts qui se creusent ds le territoire français sont bien plus micro-géographiques qu'inter-régionaux. Plus qu'à une concentration du dynamisme ds des régions précises, on a l' « impression » de reclassements, de glissements, de recompositions du territoire.

### 3.3 LES INEGALITES MICRO-REGIONALES

Danger d'une simplification de l'analyse du territoire français si on ne prend comme référence que les gds ensembles (E/W, N/S, gdes régions, etc). La trame cantonale permet quant à elle une analyse fine.

Référence : *Typologie socio-économique des cantons français*, SEGES-DATAR, 1993. (exclus : cantons urbains > 500 hab/km<sup>2</sup>)

#### Une image fragmentée.

-Réapparaissent les gds ensembles : survieillessement de la France de l'exode rural le plus fort, F du chômage des bassins indls en cris/zones rurales.

-Mais apparaissent aussi les discontinuités au sein de gdes zones de crise ou de prospérité. Les indicateurs évoquant des disparités intra-régionale montrent une dispersion diffuse sur tout le territoire.

Ex : moyenne de km à réaliser pour atteindre un service qui n'impose pas un recours quotidien (hôpital, hypermarché) = 12,5km.

La moyenne pour les cantons les plus enclavés est de 16,2km (certains points de Corse, Landes, Alpes du sud : 50km par endroits !)

-Une inégalité « répartie » en F : les confins régionaux ou départementaux sont généralement en situation défavorable par rapport à l'ensemble de communes.

! Ainsi, les contrastes à grande échelle (généralement entre les centre urbain et leurs périphéries) se multiplient dès qu'on s'attache à une lecture plus fine du territoire, tant qu'une spécialisation locale (tourisme, gde culture, crise indusL) ne vient pas déformer les effets de distance au centre urbain le plus proche.

#### Typologie des espaces micro-régionaux (25 critères).

1/ Espaces inscrits dans une dynamique nationale de spécialisation ou de difficulté à l'échelle de régions entières (déterminés par héritage économique et milieu naturel).

Contribuent à dessiner une image différenciée de la F.

##### CRISE -1.1 « Cantons ruraux en crise ».

15% des cantons, 17,5% territoire, 2,7% pop.

Incarnent la F du vide, sans redynamisation agricole réelle, paysage très aménagés qui s'effacent, symbole de la désertification. Qques ignes discrets de reprise néo-rurale.

Massif Central+ Berry, Haut-Poitou, Morvan+Diois, Corse+ Armagnac, bordure pyrénéenne en partie, Côte de Meuse, Plateau de Langres.

##### 1.2 « Cantons urbanisés et industrialisés en crise ».

8% territoire, 11,6 % pop

Crise socio-économique (chômage moy = 13%), faible attractivité, lourdes csqcs paysagères de l'abandon indL.

Basse-Seine, frange frontalière nord, Vosges, Porte d'Alsace

Foyer isolés : St Nazaire, Dieppe, Lhavre, bassins de StEt, du Creusot.

SPECIALITE-1.3 « Cantons de grande culture »

8,8% du territoire, 5,5% pop

Fort tx d'actifs agricoles, démographie positive, revenus élevés.

Bas pltx limoneux, calc et crayeux du BP, Champagne, Picardie, Beauce, plus ponctuellement en Bourgogne, , champagne berrichonne, clairières landaises.

1.4 « Cantons touristiques »

4,8% territoire, 1,3% pop.

Litoraux atlantiques, corse et languedocien+ Alpes.

Eco tertiaisée (80% d'établiss. Non agricoles), solde migratoire positif, svt mono-activité touristQ. Rythmes urbains (vacances scolaires, etc).

2/ Espaces intermédiaires, déterminés par leur situation de périphérie par rapport à un centre urbain.

Donnent de la F une image plus homogène, car sont répartis sur tout le territoire.

40% des français, 60% du territoire.

2.1 « Cantons péri-urbains »

11,7% pop sur 6,3% territoire.

Accroissement rapide de ses effectifs (+ 58% depuis 1975), bien desservi, dépendance vis-à-vis de l'auto.

Disposition principalement autour des cptles régionales, puis des grosses préfectures, en nappe autour de Paris, Lyon-Genève, Montpellier-Nice.

2.2 « Péri-urbanisation diffuse »

Dvpt résidentiel rapide, occupat° du sol en équilibre avec l'usage agricole.

Autour des villes moyennes dynamiques (cptles de l'W surtout, gds axes fluviaux hors Seine.

2.3 « Cantons intermédiaires en stagnation »

« Cantons ruraux fragiles » (W et SW, Charollais, lorraine rurale, Morvan. 23% de pop agricole).

Au total, 18% hab sur 38% du territoire. > 1/3. *territoire*

« Liant du territoire » : petites villes et campagnes sans spécialisation affirmée, montre l'importance d'un « monde authentiquement rural ».

CCL 1 : les disparités régionales existent clairement ; elles résultent d'une combinaison serrée de facteurs régionaux et locaux.

CCL 2 : on ne peut élaborer sur cette analyse un scénario globalisant : si les crises sont ravageuses, elles ne sont svt que poctuelles, limités ds l'espace.

# CHAP 4. REGIONALISATION ET AMENAGEMENT REGIONAL.

But de l'aménagement du Territoire = organiser son dvpt ds un but d'efficacité économique (est d'abord l'apanage de l'Etat)

Mais les politiques sectorielles (transports, etc) menées par l'Etat, mènent à de nouvelles distorsion entre régions.

Naît alors le besoin d'une politique publique de péréquation des richesses pour parvenir à une meilleure jus spatiale. (un des but des lois de décentralisation de 82-83).

## 4.1 L'INVENTION DES REGIONS.

### La filiation étatique.

-19 préfectures régionales sous Vichy, supprimées en 1946

-Décret du 30 juin 1955 création de 22 « Régions de programme ». Sont nommées « Régions » en 1964. (Un préfet et une commission de dvpt économique formée d'experts).

-1972 statut d'établissement public régional, « vrai début de la régionalisation ». Sont un outil démultiplié de l'exécutif central jusqu'en 1982.

(Conseil régional de parlementaires et élus locaux+ conseil écoQ et social).

### Filiation régionale.

-1950' : formation de « comités d'expansion économique », à rôle consultatif officiel dès 1954.

Prééminence de l'Etat jusque ds les 1970'.

Désengagement relatif suite aux crises sectorielles et à récession : transfert des responsabilités vers les collectivités : contrats de ville, de pays.

1982 : lancement officiel d'une décentralisation déjà amorcée de fait.

1993 : avec le changement de majorité, « renouveau » de l'aménagement + on tire les leçons de dix ans de décentral°.

## Les régions ds les politiques d'aménagement : une place limitée (1963-1982).

Création DATAR en 1963.

! 1960'-70' : les régions ne sont qu'un cadre de référence et non d'action.

-On aménage le territoire ds son ensemble : décentral° indL, Shéma directeur des liaisons autoroutières (1971).

Plus ponctuel :

Aires métropolitaines (1966)

Villes moyennes et pays ruraux (1974-75)

Parcs nationaux (1963) Parcs régionaux (1967)

ZIP

-Aires d'intervention supra-régionales :

Zones de conversion indL et minière

Aires des socT d'éco mixte pour le dvpt rural (socT des friches de l'Est en 1955), hydraulique (Cpnie Bas-Rhône-Languedoc 1955).

## Acteurs, moyens et types de politique.

Etat : administration du Plan, DATAR.

Collectivités :

Politique propre grâce à SDAU, POS depuis 1965

Politiques à finalité territoriale : primes aux etps et aux emplois nouveaux (Zones de conversion, créées en 1956-59), cartes scolaires, schémas d'infrastructure (ports autonomes).

Politiques sectorielles : décentralisation culturelle avec les maisons de la cultures lancées sous Malraux. PAC : intensification des prod°, viabilisation écoQ d'exploit° familiales de faibles dimensions, céréalisation des orient°.

Ex de l'influence de ces polQ sur une région ; Centre: baisse des chiffres d'affaire agricoles avec la Rf de la PAC, 30 000 emplois dépendent en 1998 de l'orientation donnée au secteur indL (armement prépondérant).

## Les effets régionaux des politiques d'aménagement.

Point sur la politique des années 1960, leurs csqes :

-Une différenciation de la gestion du territoire : l'aménagement opère une différenciation positive ds un but de dvpt écoQ.

-Modernisation écoQ : réseau routier, extension autoroutière, plan Breton, transversales du SW (Bordx\_ Narbonne), du NE / première technopole à Valbonne (Sophia-A), nlls ZI ds villes minières et sidérurgiques (auto à Metz, Charleville, Douvrin), ZIP de Fos et Dunk (pas tellement u échec que cela).

-Répartition des richesses : le moins rempli des objectifs, à cause des tensions entre divers acteurs, d'un contexte écoQ défavorable. Mais à mettre à l'actif : traitement de friches, diffusion de 500 000 emplois industriels de 1950 à 1975 vers W et Sw du BP, orientation des investissements étrangers.

( ! Mais ces acquis ne contredisent pas les tendances lourdes, les gds clivages du dvpt du territoire. Ces insuffisances préparent le terrain de la Rf de 82-83.

## **4.2 LES REGIONS DANS LA DECENTRALISATION.**

Rf la plus durable et la plus consensuelle, dans un contexte de crise, d'affaiblissement de l'Etat. La Région acquière la légitimité d'une instance représentative, élue au SU direct ; on cherche à rapprocher la Nation de l'Etat par son biais.

### Le cadre institutionnel de la décentralisation (lois de 1982-83).

☐ La R devient une collectivité territoriale, responsable d'un budget, d'un personnel, d'un conseil élu pour 6 ans, qui élabore la planification et gère les compétences transférées.

☐ Transfert de compétences à trois niveaux :

-Commune : plus autonome en intercommunalité, urbanisme.

-Département : pas de nlls comp.mais accapar celles qu'il partageait avec l'Etat : réalisation de collèges, plan dptl de transports, ports non auto., aide sociale (60% de leur fonctionnement).

-Région : comp.en planification, aménagement du t, intervention écoQ, formation secondaire, recherche et culture.

### **Action et planification régionales : une ambition croissante.**

Un budget modeste, 3 x moins que celui des dépt. Les R sont très concurrencées en termes d'action économique.

Une intervention spécifique ds 4 domaines :

- Rapprochements transfrontaliers
- Politique de transport : désenclavement ferroviaire (TER : exploitation SNCF sur financement régional).
- Environnement .
- Cadre unique de l'articulation projets locaux/ besoins nationaux.

### **Originalité des contrats de plan Etat-Région.**

1/ Plan 1970' : partiels.

2/ Contrats dvpés après 1982, en // avec la Rf de la planification nationale : celle-ci distingue des Régions prioritaires, et mène une politique plus globale que sectorielle. Les régions participent à hauteur de 50% ces dépenses.

3/ Renforcement du couple Etat-Région. Augmentation des montants investis (enveloppe d'environ 210 Milliards vers 1998, dont 71,5 sont fournis par les R).

Péréquation des fonds de l'Etat au profit de R prioritaires : Auv, Lim, Poi, Lorr.

Recentrage des dépenses sur trois postes fdx : Transp, dvpt écoQ, enseignT 2r.

### **Premiers bilans (1992-95).**

Critiques : brouillage de compétences entre administrations, collectivités, manque de solidarité horizontale et verticale. Pb politique, de tensions Région-dpt.

Loi 6 fév 1992 : pour un second souffle de la décentral<sup>o</sup>

Facilitation des coopérations entre collectivités locales. Mais surtout, crée la « communauté de communes », qui remplace les SIVOM et SIVU. *ls 2 coexistent encore -*

Principale pierre d'achoppement : la différence de potentiels fiscaux, qui accentue les inégalités entre régions, d'autant plus que le désengagement de l'Etat impose un recours renforcé à la fiscalité locale, facteur dissuasif pour l'implantation d'etp. Il ya donc antagonisme entre logiques financières et territoriales. La loi de 1995 tente de pallier en partie ce pb en péréquant les profits de la taxe professionnelle entre communes voisines (sys qui existe depuis 1991 entre dpts).

La loi de 1995 : la relance de l'A du Territoire.

93-95 : retour de l'Etat, ds un contexte de domination politique de la droite (sf deux régions).

« loi d'orientation pour l'aménagement et le dvpt du territoire » (Elaboration DATAR engde partie, entre innovations et retour aux sources »). Innovations :

- Schéma national d'A du t, réexaminé tous les 5 ans.
- Conseil national : élus, personnalités des milieux écoQ et socX.
- Schéma régional d'AT .

-Apparition de la notion de « pays » : « territoire présentant une cohésion et exprimant une communauté d'intérêts, pouvant faire l'objet d'un projet d'aménagement et de dvpt ».

Retour de l'Etat à une action « pompier » lors des zones en crise :

-Revitalisation des zones rurales sur 40% du territoire (« zone de revital° rurale »)

-« Pacte de relance pour la ville » : 700 « zones urbaines sensibles », 350 « zones de redynam° urbaine », trentaine de zones franches.

#### **4.3 LA REGION A L'ERE DE LA COMMUNICATION TRIOMPHANTE**

##### **Les effets régionaux de la révol° informationnelle.**

Trois hypothèses sur le rôle des NTIC (nouvelles technologies de l'info et de la comm°), cf P.Musso, *Communiquer demain*, 1994.

-desserrent la contrainte spatiale, mais sans la supprimer.

-effets directs sur les etps, mais indirects sur leur localisation (à côté des contraintes classique de site-situation)

-constituent une nouvelle viabilisation du territoire et sont donc discriminantes lorsqu'elles sont absentes.

##### **Echelles d'application.**

-Zones péri-urbaines et urbaines : services de proximité, possibilités de partage du travail entre locaux professionnels et domicile.

-Capitales régionales : équipement culturel et scientifique, lié aux technopôles et téléports. Induit une polarisation régionale (ex : Futuroscope, téléports de Roubaix, de Metz ). Autre ex : les intranets de dimension régionale/ national : police, académies de l'Education Nationale.

-Espace de firmes : transnational.

La préexistence d'un maillage téléphonique et informatique dense avantage les zones densément urbanisées (IDF et RA) mais à terme on pourra sans doute assister à une diffusion géographique de l'emploi.

#### **4.4 LES REGIONS NOUVEAUX CHAMPS DE LA CITOYENNETE.**

##### **Du régionalisme à la région plébiscitée ;**

##### **Les elections régionales restent peu significatives.**

Précarité des exécutifs (recours à procédure du 49/3 pour voter le budget)

42% d'abstention en 1998.

##### **Vers une géopolitique des régions.**

# CHAP 5. LES TERRITOIRES INFRA-REGIONAUX.

## 5.1 LE DEPARTEMENT : UN SYS GEOGRAPHIQUE ?

Repère essentiel de l'espace vécu. Ses limites coïncident avec une frange de décroissance démographique : « effet de confins ». Mais les limites ne sont jamais des frontières : elles ne coïncident pas avec les aires d'influence, le jeu des distances, etc...

83 dpt en 1790 (pcipe fondateur : la journée de voyage en canasson de la limite au chef-lieu)

Seules modif<sup>o</sup> : Seine divisée en 5 dpt en 1965/ création des DOM en 1946.

Les chef-lieux ont drainé l'essentiel des migratins et des activT nouvelles.

### La place du dpt ds la décentral<sup>o</sup>.

Tire son importance d'avoir été un relai privilégié de l'Etat. A en charge tte l'action sanitaire et sociale, collèges, transports, voirie départementale, environnement, aide à créatin d 'emploi, d'etp : se sont peu à peu intégrés à la planification régionale.

Types de stratégie selon les projets et actions menés par conseils généraux et collectivités locales :

1/ Dvpt par aides sectorielles et aménagement à échelle de tt le dpt : Société des friches de l'Est (Haute-Marne), modernisation agricole (Côtes d'Armor).

2/ Dvpt autour d'un ou deux pôles attractifs : Ain (plasturgie d'Oyonnax, technologie d'Alimantec à Bourg-en Bresse), Vienne (Futuroscope).

3/ Dvpt d'un gd chantier : Jeux olympQ de Savoie, Tunnel trans-manche pour la Côte d'Opale (ZAC, opalopolis, pôle médical du Touquet, de Berck).

4/ Dvpt à partir d'une gde réalisation extérieure : Disneyland-Paris.

## 5.2 LES VILLES ET LES REGIONS.

### Métropoles en déséquilibre.

Données démographiques révèlent un clivage intra-régional entre une aire attractive (capitale), et des aires à croissance faible ou nulle. En Aquitaine, entre 1982 et 1990, Bordeaux concentre 61% de la croissance régionale/ Nantes : 64% de la cce Bret+Pays de la loire confondus. Macrocéphalie clermontoise : 25% de la pop d'Auv.

Effet de réseau (téléphonique, cf travail de Damette, *la France en villes*) : la cptle polarise entièrement le réseau national, a des liens avec chaque gde ville. Les cptle régionales polarisent leur région, mais ce de façon très inégale : faiblesse de Marseille ds sa région, force de Montpellier ou de Cferrand. Relations inter métropolitaine originales de Nantes et Rennes avec Tours et le Mans/ de Strasbourg avec Nancy et Metz.

Phénomène d'isolement de la métropole par rapport à sa région ; elle vit parfois plus avec son environnement national et international qu'avec sa région.

Espace intra-métropolitain : polarisation extrême en réseau, de diverses places : importance croissante des villes de proche-banlieue, mais aussi processus de ségrégation socio-spatiale fort.

« Remétropolisation » : processus selon lequel les services supérieurs se concentrent ds la métropole (Toulouse : 90% des cabinets de services au etp), ce qui vient contredire le constat d'un affaiblissement des métropoles régionales.

Dvper ex :

« Evitement métropolitain » des etp : des villes moyennes ne passent pas par leur métropoles de région mais par Paris pour un certain nb de services (cas des villes du Béarn et du Pays Basque vis-à-vis de Bordeau et Toulouse).

+ ( CCL : une métropolisation inachevée. Pb, cf Damette : les métropoles ont bénéficié d'un renforcement de leur fonctions à utilité sociale, tandis que l'IDF a concentré les fct° supR économiques.

### **Les pb des villes moyennes.**

200 Dfn : Villes isolées comptant de 20 000 à 100 000 hab/ unités urbaines de plus de 100 000 hab, mais ss ville-centre de plus de 10 000 hab.

193 villes moyennes, 6 millions d'hab (11% pop tot), dessert 25% de la pop tot, niveau satisfaisant de services à la pop.

Mais diversité des situations : touchées par les déclin mono-indusL, les « parcs d'affaire » qui se substituent aujourd'hui aux ZI des 60' ne garantit pas leur vitalité.

Ont fait l'objet de contrats avec l'Etat entre 1973 et 1979. Ont bcp misé sur les antennes univertaires, les IUT ; StNazaire, Lorient, La Roche-sur-Yon, Vannes (informatique)/ Belfort, valencienne; (un IUT en 1968, une université en 1978, formation d'antennes à Cambrai, Maubeuge/ mais impacts sociaux limités). « Les universités des villes moyennes illustrent plus qu'elle nerésolvent la difficulté des relations métropole – région.

□ Aujourd'hui, la priorité semble être passée aux petites villes (actif lobby de l'associat° des petites villes de France : 415 maires).

### **5.3 DU PAYS A L'INTERCOMMUNALITE.**

Profusion d'initiatives locales actuellement : 900 commT de communes (CDC), 200 pays en 1998 approx.

#### **« Habits neufs ou vieilles guenilles » ?**

Pays : institutionnalisé par art 22-24 de la loi de 1995. Une commission départementale de coopération inter-communale est chargée de faire des propositions.

Centre : 32 pays en voie de créat°

PdLoire : 64 pays regroupent 92% des communes.

Pb 1 : « un terme trop consensuel pour ne pas être polysémique ». Difficile de faire coïncider des limites et un sentiment d'appartenance.

PB 2 : celui de la taille. Correspond svt ds les faits à un canton polarisé par un gros bourg de services élémentaires. Danger de l'empilement des diverses structures : SIVOM, SIVU, CDC, contrats régionaux de dvpt, bassins de vie de l'INSEE.

PB 3 : danger de dérive ruraliste de l'A du territoire.

### **Le pays comme outil de la géographie régionale.**

#### L'exemple de la Tiérache.

Structures intercommunales fondées sur un vrai pays, l'Avesnois-Tiérache. Pays qui chevauche le Nord et la Picardie. Paysage au relief vallonné incisé ds les argiles d'altération de la craie par l'Helpe et ses affluents. Pays vert, bocager et forestier. Embocagement tardif en pays laitier, de 1830 à 1950-70. Mini-réseau chrystallérien autour du Cateau. A l'écart des gds corridors de dvpt économique. Enclavement relatif entre Lille, Reims et Charleville, déclin démogQ (-8% de 1975-1990).

Premier contrat de pays en 1976. Couvre 229 communes et 150 000 habitants. A favorisé la mise en place d'opérations lourdes d'amélioration du cadre de vie, de l'équipement rural, de promotion culturelle et touristique (écomusée Fourmies-Trélon depuis 1980).

Actions communes cpdt rendues difficiles du fait de la décentralisation qui accorde plus d'autonomie aux dpts et Régions : les compétences se chevauchent. Un pb gl à la politique des pays.

#### L'intercommunalité comme source de territorialité.

19 000 structures intercom. qui regroupent l'essentiel des com de France

Environ 1000 structures tendent à constituer un territoire d'aménagement commun : comT urbaines et CDM (environ 25% des communes). Cela concerne surtout les communes urbaines, et les domaines environnement/ dvpt économique.

Régions les plus concernées : W du Cotentin au Poitou, Champagne, Nord et Picardie, RA, Alsace. Bretagne : 85% des com sont ainsi regroupées (prolongement du mutualisme agricole).